

CONSEIL GÉNÉRAL D'INDRE-ET-LOIRE

FONDS JEAN DELANEAU

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DE LA SOUS-SÉRIE 71 J

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Chambray

1993, 2014



Illustration de couverture : Jean Delaneau, président du Conseil général, à l'inauguration de l'exposition «En Touraine, je me souviens, Les Hermites » dans le cadre de l'année du Castelrenaudais et de Vouvray ». Exposition réalisée par les archives départementales d'Indre-et-Loire – 8 mai – 30 juin 1998.

CONSEIL GÉNÉRAL D'INDRE-ET-LOIRE

Répertoire numérique de la sous-série 71 J

FONDS JEAN DELANEAU

par Catherine LECLERCQ
attaché territorial

coordination
Arnaud de Castelbajac
conservateur du patrimoine

sous la direction de
Lydiane GUEIT-MONTCHAL
conservateur en chef du patrimoine
directeur des Archives départementales d'Indre-et-Loire

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
Chambray

1993, 2014

INTRODUCTION

DATES EXTRÊMES : 1947-2001

IMPORTANCE MATÉRIELLE : 155 articles, 12 m.l.

MODALITÉS D'ENTRÉE : don

Quelques archives de Jean Delaneau ont été classées après son départ de la présidence du Conseil général. La majorité d'entre elles ont été données en 2014.

MODALITÉS D'ACCÈS ET DE REPRODUCTION : sur autorisation du directeur des Archives départementales

.NOTICE BIOGRAPHIQUE DU PRODUCTEUR :

M. Delaneau, originaire du département de l'Indre, a fait ses études secondaires au lycée de Châteauroux puis ses études universitaires à la faculté de médecine de Tours, il présente sa thèse à Paris en 1960.

Il est assistant au Centre hospitalier de Tours puis chef de service en chirurgie au Centre hospitalier de Château-Renault.

Jean Delaneau a occupé des mandats locaux, maire de Château-Renault (1967-2001) puis d'Autrèche (2001-2008), président du conseil régional de la région Centre (1979-1983), conseiller général (1970-1992), vice-président du Conseil général (1973-1979, 1985-1992), président du Conseil général du département d'Indre-et-Loire (1992-2001) et parlementaires, député de la seconde circonscription d'Indre-et-Loire (1978-1981) puis sénateur (1983-2001), juge suppléant puis titulaire à la Haute cour de Justice (1987, 1992).

Mandats :

- Mandat communal
 - maire de Château-Renault de 1967 à 2001 puis d'Autrèche de 2001 à 2008.
- Mandats départementaux
 - conseiller général du canton de Château-Renault de 1970 à 2001 puis président du Conseil général de 1992 à 2001.

- Mandats régionaux
 - conseiller régional de 1972 à 1986, rapporteur général du budget puis président du Conseil régional de la région Centre de 1979 à 1983, président du Comité régional d'habitat et d'aménagement rural et comité d'aménagement régional et de développement de la région Centre, de 1984 à dont le siège social était à Blois.
- Mandats parlementaires :
 - député de la seconde circonscription d'Indre-et-Loire de 1974 à 1981.
 - sénateur de 1983 à 2001, vice-président de 1995 à 1998, président de la commission des affaires sociales de 1998 à 2001.
- Mandats dans des organismes publics :
 - Juge suppléant à la Haute cour de Justice en 1987, juge titulaire en 1992
- Mandats associatifs
 - Président de l'association des maires d'Indre-et-Loire entre 1995 et 2008.
 - Président de l'association nationale France-Canada de 1996 à 2001.
 - Membre titulaire de l'Académie des sciences d'Outre-mer depuis 2010.

Chronologie :

Mandats locaux

- 1967 - 2001 : Maire de Château-Renault
- 2001 - 2008 : Maire d'Autrèche
- 1970 - 2001 : Conseiller général du canton de Château-Renault
- 1992 - 2001 : Président du Conseil général d'Indre-et-Loire
- 1979 - 1983 : Président du Conseil régional du Centre

Mandats parlementaires

- 2 avril 1974 - 22 mai 1981 : Député de la 2e circonscription d'Indre-et-Loire
- 3 octobre 1983 - 1er octobre 1992 : Sénateur d'Indre-et-Loire
- 2 octobre 1992 - 30 septembre 2001 : Sénateur d'Indre-et-Loire

Autres fonctions

- Président de l'Association des maires d'Indre-et-Loire (1995-2008).
- Président du conseil d'administration du Centre hospitalier de Château-Renault (1990-1991), vice-président du Centre hospitalier intercommunal Amboise Château-Renault (1992)

- Président de l'Association nationale France-Canada (1996-2001).
- Membre titulaire de l'Académie des sciences d'Outre-mer depuis 2010.

COMPOSITION ET INTÉRÊT DU FONDS :

Ces documents permettent de retracer le rôle joué par Jean Delaneau en qualité d'élu local et national.

C'est ainsi qu'en 1995, le tribunal administratif d'Orléans statue sur les indemnités compensatoires perçues par des administrateurs du département ; Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, propose à Jean Delaneau de cosigner une proposition de loi sur ce sujet.

En 1998, au moment de la mise en examen d'agents du Conseil général, Jean Delaneau perdait la vice-présidence du Sénat et était élu à la présidence de la commission des affaires sociales du Sénat.

Élu régional, Jean Delaneau fut membre de l'Institut du médicament dès 1982 puis président de cet institut de 1988 à 1995.

Créé en septembre 1980 à l'initiative du doyen de la faculté de médecine de Tours, Philippe Maupas, l'institut du médicament de Tours, I.M.T. est une association réunissant à parité des universitaires et des industriels souhaitant harmoniser, regrouper et développer la recherche, l'expertise et la formation. Le choix de l'implantation en Indre-et-Loire est favorisé par l'existence du centre d'études atomiques, C.E.A de Monts et de l'institut national de recherches agricoles à Nouzilly, de plus l'industrie pharmaceutique est très développée en région Centre.

Trois ans plus tard, l'I.M.T. ouvre ses portes, parmi les premières réalisations, on compte 14 brevets, la mise au point et la commercialisation par l'institut Pasteur d'un vaccin contre l'hépatite B. De nombreuses collaborations scientifiques sont faites avec des pays africains.

En qualité de député, vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, il a été rapporteur de propositions de lois.

- la loi sur les greffes d'organes dite Loi Caillavet du 22 décembre 1976 qui pose un cadre juridique. Elle est abrogée par la loi « bioéthique du 29 juillet 1994.
- la réorganisation des urgences-médecino-chirurgicales ou SAMU qui naissent en 1968. Dès 1974 des médecins généralistes libéraux participent à cette activité de régulation médicale en complément des praticiens hospitaliers concepteurs de ces structures.
- En 1979, le président Valéry Giscard d'Estaing demande au professeur Jean Bernard de présider un groupe de travail chargé de proposer un programme de lutte contre l'alcoolisme à appliquer pendant la décennie 1980-1990. Le groupe présente effectivement un rapport et Jean Delaneau un projet de loi relatif à la publicité des boissons alcooliques devant l'assemblée nationale mais en 1992 la plupart des mesures préconisées n'avaient toujours pas été appliquées. Il faudra attendre la loi Evin en 1991.
- Toujours en 1979, président du groupe de travail sur l'I.V.G. à l'assemblée nationale, il présente un rapport tendant à proroger la loi Veil de 1974 qui était provisoire. En effet, elle suspend pendant cinq années l'application des quatre premiers alinéas de l'article 317 du code pénal, le parlement devait se prononcer avant la fin de l'année 1979 sur des propositions évitant toute possibilité d'un retour en arrière. Il reçoit beaucoup de correspondances, favorables et défavorables, de la part de particuliers, de professionnels de la santé, d'associations, des pétitions et des tracts.

Élu sénateur en 1983, il participe à différents travaux de projets et propositions de lois non plus exclusivement dans le domaine de la santé mais dans des domaines très diversifiés comme l'enseignement supérieur, la jeunesse et les sports, les télécommunications l'agriculture, les relations extérieures, l'immigration.

- Il a participé aux débats de la loi sur l'enseignement supérieur, dite loi Devaquet, adoptée en conseil des ministres le 11 juillet 1986. Le projet prévoyait le principe d'autonomie des universités avec la fixation des frais d'inscription, la sélection des entrées et le choix de la méthodologie et des diplômes. Très contesté par les étudiants, les manifestations sont marquées par la mort de Malik Oussekin, le projet de loi est retiré le 8 décembre 1986.
- Dans le cadre de la réforme hospitalière, la loi du 31 juillet 1991 prévoit notamment la création des schémas régionaux d'organisation sanitaire, établit l'obligation du projet d'établissement, définit la notion de contrat d'objectif et de moyens, installe de nouvelles instances de concertation.
Plus tard, la loi du 9 janvier 1986 crée la fonction publique hospitalière, quatrième volet des lois de décentralisation de la fonction publique.
- La loi Évin, du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, lutte contre le tabagisme en établissant le principe d'une interdiction de fumer dans les lieux publics et dans les transports. Concernant l'alcool, elle limite fortement le droit de faire de la publicité pour les boissons alcoolisées afin de protéger les jeunes des opérations de marketing.
- La loi de modernisation de l'agriculture de 1995 prévoit une meilleure cohérence et coordination entre les structures existantes pour s'adapter aux enjeux de la concurrence mondiale. Jean Delaneau était membre de la mission sénatoriale d'enquête et d'information pour les filières fruits, légumes et horticulture et présidait la mission temporaire du ministre de l'agriculture et de la pêche pour préparer le projet de loi sur les fermages.
- En 1989, l'assemblée internationale des parlementaires de langue française devient l'organisation interparlementaire des pays de la Francophonie, instance politique à part entière de la Francophonie.
Par ailleurs, les actions menées par Alain Decaux comme ministre délégué à la francophonie dans le domaine de la littérature et du théâtre, en initiant les états généraux des écrivains francophones et les états généraux de la création théâtrale francophone ont permis 10 ans plus tard la création du prix littéraire Alain Decaux de la francophonie, de portée internationale.
- La législation sur l'immigration a pour fondement l'ordonnance du 2 novembre 1945. Modifiée de nombreuses fois en fonction du contexte politique et économique comme l'arrêt des flux migratoires en 1974 après le premier choc pétrolier. En 1989, est créé le haut conseil à l'intégration. En 1991, la loi renforce la lutte contre le travail clandestin, l'année suivante sont créés les zones de transit et les centres d'accueil de demandeurs d'asile. . Actuellement, les sources relèvent non seulement de la législation française mais également de textes internationaux, conventions ou traités ou accords bilatéraux.
- En 1990, les partis politiques de l'opposition : Rassemblement pour la République et l'Union pour la Démocratie Française présidés respectivement par Alain Juppé et François Bayrou mettent au point un projet de confédération pour travailler sur les grands thèmes, quinze porte-parole sont désignés dont Jean Delaneau, en charge des dossiers sur l'immigration

Les projets et propositions de lois évoqués dans ce répertoire n'ont pas systématiquement donné lieu à la rédaction d'un texte législatif. Ils sont soumis aux règles de la caducité mises en place par les deux chambres parlementaires.

Voici l'intégralité des propositions de loi ou de résolution déposées par Jean Delaneau, sénateur, entre 1983 et 2001

Session 2000-2001

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est l'auteur

- Proposition de loi organique relative aux lois de financement de la sécurité sociale

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi visant à interdire l'indemnisation du "préjudice d'être né"
- Proposition de loi relative à la sécurité des piscines
- Proposition de loi relative à l'indemnisation de l'aléa médical et à la responsabilité médicale
- Proposition de loi relative à l'autorité parentale
- Proposition de loi relative à l'abaissement du taux de TVA dans le secteur de la restauration traditionnelle.
- Proposition de loi relative au chocolat pur beurre de cacao

Session 1999-2000

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi relative au statut de l' élu
- Proposition de loi taux réduit de la TVA au chocolat, à la confiserie et à la margarine
- Proposition de loi Solidarité familiale
- Proposition de loi l'attribution de la nationalité française aux ressortissants des ex-territoires
- Proposition de loi organique proposant des mesures exceptionnelles pour les communes forestières à la suite de la tempête de décembre 1999
- Proposition de loi relative à la lutte contre l'effet de serre
- Proposition de loi relative au développement de l'actionnariat salarié.

Session 1998-1999

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi tendant à appliquer le taux réduit de TVA aux travaux d'entretien, d'amélioration et de réhabilitation de logements et à la restauration traditionnelle
- Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque nationale de France
- Proposition de loi relative au financement du schéma directeur national des autoroutes

- Proposition de loi relative à la vente d'une partie des avoirs en or de l'État détenus par la Banque de France
- Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi du phénomène de délinquance des mineurs et de proposer des mesures de nature à y remédier
- Proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement
- Proposition de loi tendant à sanctionner de peines aggravées les infractions commises sur les agents des compagnies de transport collectif de voyageurs en contact avec le public

Session 1997-1998

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi visant à élargir les possibilités d'utilisation des crédits obligatoires d'insertion des départements
- Proposition de loi relative à la sécurité des piscines
- Proposition de loi pour la défense et la valorisation de la profession d'artisan boulanger-pâtissier
- Proposition de loi Crédits obligatoires d'insertion des départements
- Proposition de loi constitutionnelle portant Titre II à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789
- Proposition de loi relative à la taxe professionnelle de France Telecom
- Proposition de loi tendant à assurer une meilleure répartition de la contribution des communes aux centres de gestion de la fonction publique territoriale en faveur des agents des catégories B et C privés d'emploi.
- Proposition de loi portant diverses mesures urgentes relatives à l'agriculture

Session 1996-1997

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi relative à la mutualité sociale agricole
- Proposition de loi tendant à modifier le code des juridictions financières afin de préciser les compétences des chambres régionales des comptes
- Proposition de loi relative aux compléments de rémunération attribués aux fonctionnaires des collectivités territoriales

Session 1995-1996

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi visant à préciser la nature juridique des indemnités de fonction perçues par les élus locaux et à clarifier leur situation au regard des organismes sociaux chargés d'appliquer la législation sociale

- Proposition de loi visant à étendre aux centres de santé gérés par la Mutualité Sociale Agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale
- Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements à caractère sectaire qui constituent, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ou la sûreté de l'État
- Proposition de loi visant à modifier le 18° de l'article L.195 et le 8° de l'article L.231 du code électoral
- Proposition de loi portant réforme des dispositions du code civil relatives à l'exercice de l'autorité parentale, au droit de visite et à la fixation de la pension alimentaire en cas de divorce
- Proposition de loi portant modification des dispositions applicables aux agglomérations nouvelles

Session 1994-1995

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi relative au transfert aux départements d'une partie des services déconcentrés du ministère de l'équipement

Session 1993-1994

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions
- Proposition de loi relative à la transparence et à la concurrence dans l'attribution des conventions de transport routier non urbain de personnes

Session 1992-1993

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est l'auteur

- Proposition de loi portant réforme du code de l'urbanisme

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales
- Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale
- Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat pour l'application de l'article 88-4 de la Constitution

Session 1991-1992

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur l'aménagement de la Loire, le maintien de son débit et la protection de son environnement

- Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale
- Proposition de résolution tendant à rendre le Règlement du Sénat conforme aux nouvelles dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaire

Session 1990-1991

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle de la gestion et de la situation financière de l'Institution de retraite des agents et personnels contractuels de l'État, des collectivités publiques, locales et assimilés

Session 1989-1990

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est l'auteur

- Proposition de loi tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi relative au financement des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales

Session 1986-1987

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est l'auteur

- Proposition de loi tendant à exclure toute référence aux prix des produits du tabac et des boissons alcoolisées dans les indices des prix publiés par les pouvoirs publics
- Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession de sage-femme

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi tendant à réformer les compétences des chambres régionales des comptes

Session 1985-1986

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi portant réforme du régime juridique de la presse

Session 1984-1985

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est l'auteur

- Proposition de loi tendant à la création d'un livret d'épargne études supérieures

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de résolution tendant à ordonner l'affichage du discours prononcé par M. Dick Ukeiwe devant le Sénat de la République le 24 janvier 1985
- Proposition de loi d'orientation de l'enseignement public primaire et secondaire

Session 1983-1984

Propositions de loi ou de résolution dont M. Jean Delaneau est cosignataire

- Proposition de loi tendant à modifier l'article 55 du code civil relatif à la déclaration des naissances
- Proposition de loi constitutionnelle tendant à insérer dans le Préambule de la Constitution de la République les droits et libertés économiques
- Proposition de loi constitutionnelle tendant à insérer dans le préambule de la Constitution, la Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion de la S.N.C.F. et les conditions de mise en place des comités d'établissement au sein de cette société nationale

Sources : http://www.senat.fr/propositions-de-loi/delaneau_jean

Le fonds est constitué de dossiers très documentés avec des revues professionnelles, la correspondance de parlementaires, de professionnels, d'associations et de particuliers, et des articles de presse. Ils contiennent également les notes manuscrites des textes présentés par Jean Delaneau devant les deux assemblées.

Le plan de classement reprend dans leur ordre chronologique les fonctions électives de son mandat de maire à celui de sénateur.

BIBLIOGRAPHIE

Nota : les ouvrages présents dans la bibliothèque des Archives sont suivis de leur cote, précédée du lieu de conservation : Ursulines (Centre des archives historiques, Tours) et Chambray (Centre des archives contemporaines).

Les archives des hommes politiques. Actes du colloque « Action, mémoire et histoire. Les archives des hommes politiques contemporains » organisé par l'Association des archivistes français (A.A.F.) les 20 et 21 octobre 2006 à Paris, Palais du Luxembourg, éditions Gallimard et Association des archivistes français, 2007 ; constitue le n° 203 de la *Gazette des archives*, 2007.

..... [Chambray, PERC 1228]

BOTTA Alexandra. *Biographie politique de Jean Delaneau, de la chirurgie à la politique (1965-1995)*. Tours, 1997.

..... [Chambray, 3F 0312]

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'INDRE-ET-LOIRE

Série J

- 67 J Fonds Michel Guignauveau, conseiller général du canton de Ligueil (1979-1992) et maire de Ligueil (1977-1992)
- 175 J Fonds André-Jean Voisin, président du Conseil général
- 157J166 Fonds de la Nouvelle République, T.A.T. – Fonctionnement : procès-verbaux de réunions (1990-1997)
- 153J42-43 Fonds de l'imprimerie Pilon : dossier client de l'ensemble instrumental Andrée Colson

Série W

FONDS DE LA PRÉFECTURE, CABINET DU PRÉFET

- 1388W92 Déconcentration et décentralisation, transferts de compétences (1988-1995)
- 1388W21 Touraine Air Transport, T.A.T. (1988-1995)
- 1106W65, 1328W72, 1388W1, 1661W1 Université François Rabelais
- 1388W58-59 Centre hospitalier régional de Tours (1988-1995)
- 1195W157 Centre d'interruption volontaire de grossesse, C.I.V.G. (1979-1985)

FONDS DE LA PRÉFECTURE, CONTRÔLE DES ÉLECTIONS

Élections municipales

- 936W7, 14 Résultats des scrutins des 13 et 20 mars 1977
- 1105W5 Résultats des scrutins des 6 et 13 mars 1983
- 1233W122 Résultats des scrutins des 12 et 19 mars 1989
- 1342W74 Résultats des scrutins des 11 et 18 juin 1995
- 1634W212-217 Résultats des scrutins des 11 et 18 mars 2001

Élections cantonales

- 3W371 Résultats des scrutins des 8 et 15 mars 1970
- 910W5 Résultats des scrutins des 7 et 14 mars 1976
- 1070W1 Résultats des scrutins des 14 et 21 mars 1982
- 1233W134 Résultats des scrutins des 25 septembre et 2 octobre 1988
- 1484W79-80 Résultats des scrutins des 22 et 29 mars 1992

Élections législatives

- 957W3 Résultats des scrutins de la seconde circonscription des 12 et 19 mars 1978

Élections sénatoriales

- 1342W54 Organisation du scrutin du 25 septembre 1983
 1634W185 Candidatures au scrutin du 27 septembre 1992
 1634W187 Résultats du scrutin du 27 septembre 1992

ARCHIVES DES SERVICES DE LA PRÉFECTURE CHARGÉS DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

1159W1-3, 1460W11-13, 17-25 Autoroute Angers-Tours-Vierzon

ARCHIVES DES SERVICES DE LA PRÉFECTURE CHARGÉS DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

1511W45-46 Établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (E.P.A.L.A.) (1979-1992)

ARCHIVES DES SERVICES DE LA PRÉFECTURE CHARGÉS DES MOYENS DE LA MODERNISATION

2011W25-26 Centre hospitalier régional universitaire de Tours (1992-1993)

FONDS DU CONSEIL GÉNÉRAL, CABINET DU PRÉSIDENT

1421W172 Direction départementale de l'action sociale : courriers transmis aux services pour instruction (1984-1992)

FONDS DU CONSEIL GÉNÉRAL, DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

1259W30 Association des maires d'Indre-et-Loire : comptes rendus de réunions, notes de service, correspondance (1989-1991)

1259w67 Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (C.A.U.E.). - Organisation, démission du directeur : statuts de l'association, notes de service, correspondance, documentation (1990-1992)

FONDS DES SERVICES DU CONSEIL GÉNÉRAL CHARGÉS DE L'ACTION SOCIALE

1681W7 Château-Renault, maison de retraite et centre de long séjour du centre hospitalier général. - Budget primitif (1990), compte administratif (1990). Extension du bâtiment de long séjour : avant-projet sommaire (1990-1991). 1717W7-8, 2082W13 Interruption volontaire de grossesse, I.V.G : bilan, statistiques, activités du service (1975-1999)

FONDS DU PATRIMOINE IMMOBILIER DÉPARTEMENTAL

1267W48, 1275W27, 1275W361 Domaine de Candé à Monts

FONDS DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DES TRANSPORTS, SUBDIVISION DE TOURS

2142W12-13, 56-58, 1321W2, 7, 10, 15, 2048W31, 34, 37-39, 51, Entreprise Touraine Air Transport (T.A.T.) European Airlines (Tours)

ARCHIVES DES SERVICES DU TRAVAIL

1322W218 Centre hospitalier Robert Debré, Amboise ; centre hospitalier de Château-Renault ; maison de retraite de Bléré : comité d'hygiène et de sécurité, procès-verbaux de réunions (1984-1989)

FONDS DU CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT D'INDRE-ET-LOIRE, C.A.U.E.

1427W1-130

FONDS DES ORGANISMES LOCAUX CHARGÉS DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA TOURAINÉ

1891W25-26 Contrats de territoires

FONDS DE L'UNIVERSITÉ FRANÇOIS RABELAIS

PLAN DE CLASSEMENT

MANDAT COMMUNAL (1967-2008)..... 71 J 1 –18

MANDAT DÉPARTEMENTAL (1992-2001) 71 J19-100

Organisation et fonctionnement du Conseil général 71 J19-21

Dossiers thématiques 71 J 22-95

Réseau routier..... 71 J 22-26

Logement 71 J 27-33

Transports71 J 34-35

Agriculture71 J 36

Environnement71 J 37-40

Sports.....71 J 41-46

Enseignement supérieur.....71 J 47-56

Enseignement scolaire71 J 57-60

Action sociale71 J 61-76

Recherche71 J 77-80

Culture.....71 J 81-89

Économie71 J 90-95

Contrôle du Conseil général 71 96-100

MANDAT RÉGIONAL (1972-1986) 71 J 101-106

Économie, développement 71 101-103

Institut du médicament de Tours.....71 J 104-106

MANDATS PARLEMENTAIRES 71 J 107-152

Député (1978-1981)..... 71 J 107-125

Affaires sociales 71 J 107-108

Services de la santé.....71 J 109-111

Alcoolisme.....71 J 112

Protection sociale.....71 J 113-118

I.V.G.....71 J 115-118

Professions de la santé.....71 J 119-124

Interventions personnelles71 J 125

Sénateur (1983-2001)	71J 126-149
Enseignement.....	71 J 126-127
Santé	71 J 128-130
Jeunesse et Sports	71 J 131-134
Télécommunications.....	71 J 135-136
Agriculture	71 J 137-143
Relations extérieures	71 J 144-148
Immigration	71 J 149
Interventions personnelles	71 J 150-152
 Haute cour de Justice	 71J 153
 Parti républicain	 71J 154

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE

MANDAT COMMUNAL

71 J 1	Association des maires d'Indre-et-Loire : procès-verbaux de réunions.	1984-1988, 1999-2000
71 J 2-4	Réunion des maires par canton : procès-verbaux de réunion, fiche signalétique par commune.	1981-1991
71 J 2	Azay-le-Rideau (1981-1989), Ballan-Miré (1985-2000), L'Ile-Bouchard (1989).	1981-2000
71 J 3	Montbazou (1987), Neuillé-Pont-Pierre (1989), Neuvy-le-Roi (1989), Preuilly-sur-Claise (1985).	1985-1989
71 J 4	Vouvray.	1985-1990
71 J 5	Projet d'implantation d'un lycée d'enseignement général et technologique à Château-Renault. – Étude démographique : correspondance, tableau de bord de l'académie Orléans-Tours, documentation.	1987-1994
71 J 6	Subvention à une association : avis défavorable de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales : correspondance.	1977
71 J 7-18	Centre hospitalier de Château-Renault, création de postes médicaux, constitution du syndicat inter hospitalier entre les centres hospitaliers d'Amboise et de Château-Renault et la maison de retraite de Bléré, fusion avec l'hôpital d'Amboise en 1992, organisation des services, évolution des effectifs : rapport de gestion, compte administratif, jugement de la cour des comptes sur les comptes du centre hospitalier d'Amboise (1992), rapport d'activités, procès-verbaux de réunions du conseil d'administration, comptes rendus du comité technique paritaire, dossiers de personnel hospitalier, correspondance, notes personnelles, documentation, rapport de l'inspection générale des affaires sociales, I.G.A.S. (1996).	1988-1996
71 J 7	1988-1990	1988-1990
71 J 8	1991	1991
71 J 9	1992-1993 (contient des dossiers du personnel).	1992-1993
71 J 10	1995	1995
71 J 11-12	1996	
71 J 11	Janvier à septembre.	1996
71 J 12	Octobre à décembre.	1996
71 J 13-14	1997	
71 J 13	Janvier et février.	1997
71 J 14	Mars à décembre (contient des articles de presse).	1997

71 J 15-16	1998	
71 J 15	Janvier à juin.	1998
71 J 16	Juillet à octobre.	1998
71 J 17	1999	1999
71 J 18	2000	2000

MANDAT DÉPARTEMENTAL, CONSEILLER GÉNÉRAL PUIS PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL D'INDRE- ET-LOIRE

Organisation et fonctionnement du Conseil général

71 J 19	Décentralisation : textes officiels, synthèse départementale, repères économiques (2001), revue de presse sur un voyage des élus du Conseil général présidé par André-Georges Voisin, en Russie (1975)	1975, 1992-2001
71 J 20	Personnel : organigrammes, notes et correspondance concernant des membres du personnel.	1992-1999
71 J 21	Informatisation des services départementaux : rapports, procès-verbaux de réunions.	1984-1991

Dossiers thématiques

Réseau routier

71 J 22	Déviation de la route nationale n° 152 (Langeais, Cinq Mars la Pile), interventions personnelles : correspondance.	1987-1990
71 J 23	Construction du boulevard périphérique : études, correspondance.	1987-1990, 1999
71 J 24	Autoroute Alençon-Tours : études, correspondance.	1979-1980
71 J 25	Autoroute Angers-Tours-Vierzon : études, pétitions, correspondance.	1976-1991, 1994
71 J 26	Aménagement routier. – Schéma départemental des itinéraires routiers (1999), plan de relance routier, infrastructure routière de l'agglomération de Tours : notes, délibération du Conseil général (1997).	1997-2000

Logement

71 J 27-29	Conseil départemental de l'habitat	1985-1991
71 J 27	rapports, monographie des communes, tableaux de bord des zones d'habitat	

71 J 28-29 Procès-verbaux de réunions 1985-1994
 71 J 28 1985-1988
 71 J 29 1991-1994

71 J 30 Commission départementale d'attribution du fonds de solidarité au logement et association de gestion du fonds : règlement intérieur, procès-verbaux de réunions. 1991-1992

71 J 31 Office public d'aménagement et de construction, O.P.A.C. : procès-verbaux de réunions du bureau et du conseil d'administration, correspondance concernant des locataires (1993). 1990-1993

71 J 32 Réseau associatif au service de l'habitat (PACT), action pour le logement : procès-verbaux de réunions. 1990-1992

71 J 33 Actions du département en faveur du logement : cartes, fiches, notes. 1995

Transports

71 J 34 SNCF, TGV, dessertes ferroviaires, interventions : rapports, correspondance. 1987-1991

71 J 35 TAT, fonctionnement : procès-verbaux du conseil d'administration. 1989-1991

Agriculture

71 J 36 Problèmes relatifs au lait et à la viticulture : rapports, correspondance, discours de M. Delaneau prononcé au cours de la 27^{ème} foire agricole de Tours le 18 septembre 1987. 1978-1991

Environnement

71 J 37 Établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA) : rapports, correspondance, synthèse des actions (1999). 1975-1991
1999

71 J 38 Collecte et traitement des ordures ménagères, actualisation du schéma départemental de traitement des déchets : inventaire des lieux de stockage, procès-verbaux de réunions, étude du schéma du SMITOM d'Amboise. 1989-1990,
1994

71 J 39 Cessation d'activités du CAUE (Conseil Architecture Urbanisme Environnement) : notes. 1993

71 J 40 Alimentation en eau potable dans le département d'Indre-et-Loire : étude. 1999

Sports

- 71 J 41 Création du comité pour le développement du sport en Indre-et-Loire (CODESIL) : statuts, procès-verbaux de réunions. 1989-1992
- 71 J 42 Associations sportives, interventions faites pour l'attribution de subventions : correspondance. 1984-1992
- 71 J 43 Associations et clubs sportifs, interventions et participation aux inaugurations : dossiers, plaquettes publicitaires, photos. 1976-1988
- 71 J 44 Associations sportives, fonctionnement : rapports d'activité. 1989-1991
- 71 J 45 Union nationale du sport scolaire, fonctionnement : rapports d'activité. 1988-1989
- 71 J 46 Union française des œuvres laïques et d'éducation physique (UFOLEP) et union sportive de l'enseignement du 1^{er} degré (USEP), interventions, fonctionnement : rapports d'activité, correspondance. 1982-1989

Enseignement supérieur

- 71 J 47-48 Université François Rabelais
- 71 J 47 Procès-verbaux de réunion du conseil d'administration. 1975-1991
- 71 J 48 Rapports d'études. 1984-1991
- 71 J 49 École supérieure de management pour l'industrie du médicament, Université de pharmacie et de médecine, fonctionnement, interventions : procès-verbaux de réunions, rapports, plaquettes d'information. 1979-1990
- 71 J 50 Institut universitaire de technologie (IUT), création, interventions personnelles et ministérielles : correspondance, plaquettes d'information. 1973-1990
- 71 J 51 Institut national de la recherche agronomique de Tours (INRA), interventions : correspondance, rapports, plaquettes d'information. 1979-1991
- 71 J 52 Faculté de droit, participation au conseil d'administration et interventions : procès-verbaux de réunions du conseil d'administration (1990-1992), correspondance (1979). 1979-1992

- 71 J 53 École supérieure de commerce (Sup de Co), extension des locaux, interventions : rapports, correspondance, trombinoscope de la 1^{ère} promotion (1982-1985), notes personnelles (croquis). 1979-1989
- 71 J 54 Technopole : procès-verbaux de réunion, rapports, plaquettes d'information. 1989-1990
- 71 J 55 Enseignement supérieur, manifestations culturelles, interventions pour l'obtention de subventions : correspondance, notes personnelles. 1975-1991
- 71 J 56 Centre d'études supérieures d'aménagement : rapports, demande d'accréditation d'un magistère. 1986-1987

Enseignement scolaire

- 71 J 57 Comité départemental de l'Éducation Nationale : procès-verbaux de réunions. 1988-1992
- 71 J 58 Enseignement scolaire, rentrée scolaire ; activité culturelle (expositions) : bilans, revue de presse, programme d'actions pour une éducation à la culture dans les établissements scolaires (1991). 1989-1991
- 71 J 59 Vie scolaire dans les lycées et collèges (lycée Grammont à Tours, collège Malraux à Amboise, lycée japonais Konan à Saint-Cyr sur Loire), interventions : correspondance des syndicats et des parents d'élèves. 1985-1991
- 71 J 60 Santé scolaire, interventions : rapports, demande d'audience. 1988

Action sociale

- 71 J 61 Personnes âgées, établissement du schéma départemental d'hébergement : études, statistiques. 1983-1990, 2000
- 71 J 62 Comité départemental des retraités et personnes âgées (CODERPA) : procès-verbaux de réunion. 1982-1991
- 71 J 63 Insertion professionnelle des handicapés, participation à la création de l'association « Archange » et au schéma départemental d'insertion : rapports, correspondance. 1989-1991
- 71 J 64 Enfance, protection sociale et judiciaire, participation au projet de création d'un service spécialisé (aide sociale à l'enfance – ASE) : rapports, correspondance, audiences avec les représentants du personnel. 1987-1994

71 J 65	Foyer « Le Castel », participation à la restructuration des services et au règlement de la situation du personnel : études, correspondance.	1989-1991
71 J 66	Foyer « La Boisnière », interventions personnelles : correspondance.	1986-1989
71 J 67	Centre « Louis Sevestre », participation au fonctionnement et interventions pour des subventions : rapports, procès-verbaux de réunion du conseil d'administration.	1965-1990
71 68-70	Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours (CHRU), participation au Conseil d'Administration et interventions personnelles :	1974-1991
71 J 68-69	Procès-verbaux de réunions	
71 J 68	1985-1990	1985-1990
71 J 69	1991	1991
71 J 70	Correspondance.	1985-1991
71 J 71	Centre régional de transfusion sanguine de Tours (CRTS), interventions, rapports sur les maladies de sang et le SIDA, notes personnelles.	1981-1992
71 J 72	Association départementale pour le don d'organes et de tissus humains, fonctionnement, interventions pour l'obtention de subventions : correspondance.	1985-1987
71 J 73	Centre de « Port Bretagne », accueil des toxicomanes et des personnes en difficulté, interventions : correspondance.	1988-1991
71 J 74	Associations et organismes sociaux, interventions personnelles : correspondance.	1976-1990
71 J 75	Établissements de garde d'enfants. – visites : listes, fiche technique.	1999
71 J 76	Schéma d'action sociale territoriale, lutte contre l'exclusion : notes.	2000
Recherche		
71 J 77	Laboratoire d'analyse et de recherche, restructuration, implantation à Parçay-Meslay, interventions : rapports d'activité, rapport d'audit, procès-verbaux de réunion, correspondance.	1976-1990
71 J 78	Laboratoire vétérinaire, présentation générale d'études des revendications du personnel : rapport, correspondance, notes personnelles.	1987

-
- 71 J 79 Création de l'Institut technique de la vigne et du vin : 1988-1991
rapports, correspondance.
- 71 J 80 Institut français du goût Mame, interventions pour 1976-1977
l'obtention de subventions : rapports, correspondance.
- Culture**
- 71 J 81 Cinéma, promotion et participation à des manifestations, 1979-1991
« une semaine de cinéma à Tours » en présence de
Richard. Bohringer et de Jean-Jacques Annaud (1987),
présentation du film « Touraine » (1989), du film
« Chauvin » (1991), « Joué Première » (1990), Collège au
cinéma (1990-1992), intervention orale de M. Delaneau au
Sénat le 21 novembre 1987 : rapports du centre régional
CRACIL sur le cinéma en Indre-et-Loire, correspondance,
notes personnelles.
- 71 J 82 Orchestre Andrée Colson, interventions personnelles et 1982-1992,
ministérielles, interventions pour les subventions, projet de 1994
création d'un orchestre franco-chinois : correspondance,
notes personnelles, plaquette d'information.
- 71 J 83 Diverses associations culturelles, interventions pour 1982-1992
l'obtention de subventions : correspondance, rapports,
plaquettes d'information.
- 71 J 84 Domaine de Candé, participation au projet de création de la 1988-1992
fondation Chostakovitch : correspondance, rapports.
- 71 J 85 Service de la communication du Conseil Général : rapport 1989
d'activité.
- 71 J 86 Clos Lucé : correspondance avec Jean Saint-Bris, rapport 1988
sur le patrimoine touristique, photos.
- 71 J 87 Association pour la promotion des arts appliqués à 1989-1990
l'environnement (CREACITE), interventions pour l'obtention
de subventions : correspondance.
- 71 J 88 Tourisme, projet de création d'un tourisme économique, 1988, 1993,
interventions : rapport, correspondance (1988), vente du 1999
bateau Touraine, « péniche » (1993), plan d'actions
touristique (1999).
- 71 J 89 Bibliothèque départementale de Touraine, étude sur le 1996
développement : carte de la lecture publique, bilan de
l'existant.

Économie

71 J 90	Industrie, dossiers suivis par la mission économique locale (classés « confidentiel »)(1993-1994), entretiens, conférences, réunions avec des chefs d'entreprises (1992-1999), étude sur l'économie du département (1995), étude sur les zones d'activités dans le département (1999).	1993-1999
71 J 91	Analyse financière rétrospective du département, stratégie financière.	1993-2001
71 J 92-93	Contrats de territoire. – Politique globale d'aménagement du territoire, répartition des projets identifiés : rapport du président de la région Centre (1993), diagnostic préparatoire à la procédure des contrats (1996), convention triennale en matière d'habitat (1998), contrat de plan État – Région (1999), bilans et perspectives des contrats (2000).	1992-2000
71 J 92	1992-1999	1992-1999
71 J 93	2000	2000
71 J 94	Vie locale : dossiers documentaires sur les communes [très lacunaires].	1997-2001
71 J 95	Interventions personnelles, demandes : correspondance parfois classée « confidentiel ».	1990-2000

Contrôle du Conseil général

71 J 96	Observations de la chambre régionale des comptes sur la gestion du Conseil général d'Indre-et-Loire : fiches d'information et d'entretien présentées par le département, jugement (2006), rapport d'observations définitives.	1994-1997, 2000-2008
71 J 97	Régime indemnitaire des administrateurs territoriaux : correspondance relative au jugement du tribunal administratif d'Orléans (1993-1996), copie d'une lettre de Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, à Jean Delaneau proposant une loi sur les compléments de rémunérations attribués aux fonctionnaires des collectivités territoriales (1996).	1983-1998
71 J 98-99	Prise illégale d'intérêts, détournements de fonds publics, faux et usages de faux.- Mise en examen d'agents du Conseil général (octobre 1998) : pièces justificatives, textes officiels, mémoires, notes personnelles, délibérations du Conseil général, convocations judiciaires, jugements correctionnels du tribunal de grande instance de Tours, arrêt de la cour d'appel d'Orléans (1999) recours, correspondances avec les cabinets d'avocats, articles de presse.	1998-2008

71 J 98	1998-2000	1998-2000
71 J 99	2001-2008	2001-2008
71 J 100	Majorité départementale : liste, adhésions, propositions sur la politique départementale.	1998-2000

MANDAT RÉGIONAL

71 J 101	Aide aux entreprises, interventions personnelles : correspondance, fiche financière de subvention, documentation.	1978-1979
71 J 102-103	Comité de développement, d'aménagement et d'habitat rural et comité d'aménagement régional et de développement, C.A.R.D. de la région Centre, associations de conseil, d'aide et de réhabilitation de l'habitat, présidés par Jean Delaneau de 1984 à 1993 à dont le siège social était à Blois : statuts des associations, opérations programmées d'amélioration de l'habitat, actions foncières pour le logement social, procès-verbaux du conseil d'administration, rapports d'activités, bilans financiers, dossiers des communes, difficultés financières, projet de restructuration, liquidation amiable des deux structures. (1993),	1982-1994
71 J 102	1982-1989	1982-1989
71 J 103	1990-1994	1990-1994

Institut du médicament de Tours

71 J 104	Création, financement : statuts, délibération du Conseil général d'Indre-et-Loire, plans, articles de presse, perspectives et bilan, actions de formation, comptes rendus de l'assemblée générale et du conseil d'administration, notes, règlement intérieur, projet de convention régissant les rapports entre la fondation Philippe Maupas avec le groupement d'intérêt public institut du médicament, comptes financiers, lettre signée de Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire (1982).	1978-1988
71 J 105	Réaménagement des locaux, difficultés financières, modification statutaire en société d'exploitation de type commercial, comptes annuels, jugement civil du tribunal de Tours du 2 mars 1995 prononçant la liquidation judiciaire.	1989-1995
71 J 106	École de l'I.M.T. – Contenu des formations, projet de convention avec l'université François Rabelais, financement : comptes rendus de réunions, correspondance, documentation, comptes annuels, bilans d'activités, articles de presse.	1989-1994

Mandats parlementaires

71 J 107-125 Député de la seconde circonscription d'Indre-et-Loire 1974-1981

Affaires sociales

71 J 107 Proposition de loi sur les greffes d'organes rapport présenté par Jean Delaneau le 1^{er} décembre 1976, notes manuscrites dont l'une est utilisée au verso d'un courrier original signé de Valéry Giscard d'Estaing (22 février 1973), textes officiels (1947-1968), correspondance, articles de presse, documentation. 1947, 1973-1978

71 J 108 Hospitalisation à domicile. – Expérience à l'institut Gustave Roussy à Paris : notes, documentation, copie d'une convention entre le centre d'études pour le développement des soins à domicile et la caisse régionale de sécurité sociale de Paris (1964). 1964, 1976

Services de la santé

71 J 109 Propositions de lois tendant à assurer la réorganisation des urgences-médico-chirurgicales et à assurer le développement de l'aide médicale d'urgence (1977) : documentation, annales de médecine des accidents de la route (1974-1976), questionnaires de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale dont Jean Delaneau est le rapporteur (1978), correspondance, notes sur les assises nationales de médecine du trafic (1984), rapport pour le projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, présenté par Jacques Blanc, député. (1974). 1974-1985

71 J 110-111 Pharmacie. – Fonctionnement des pharmacies mutualistes, fixation des prix, industrie pharmaceutique : rapports, notes documentation, articles de presse, Proposition de loi portant création d'un secteur public de l'industrie pharmaceutique (1975), correspondance, questionnaires de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale dont Jean Delaneau est le rapporteur (1978), propositions de lois relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie (1977), modifiant certaines dispositions du code de la santé publique présentée par Jean Delaneau (1977), questionnaires de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale sur le projet de budget pour 1979 adressés à Simone Veil, ministre de la santé et de la famille dont Jean Delaneau est le rapporteur, copie des minutes du jugement du tribunal de grande instance de Pontoise du 11 février 1980 sur l'affaire du talc Morhange. 1974-1981

71 J 110 1974-1978 1974-1978

71 J 111 1979-1981 1979-1981

71 J 112 Alcoolisme. – Potentiel industriel des industries de production d'alcools : fiches économiques par producteur, code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme (1978), textes officiels, documentation, notes, correspondance, lettre signée Bernard Stasi, vice-président de l'assemblée nationale (1980), rapport sur l'alcoolisme présenté au président de la République par le groupe de travail présidé par le professeur Jean Bernard (1980), projet de loi relatif à la publicité des boissons alcooliques rapporté par Jean Delaneau vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale (1980). 1977-1980

Protection sociale

71 J 113 Régimes de protection sociale. – Rapport fait par Jean Delaneau sur le projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie applicables aux ministres des cultes et congrégations religieuses (1977), rapport fait par Jean Delaneau sur le projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale (1977), Proposition de loi déposée par neuf députés dont le docteur Berger et Jean Delaneau tendant à la réforme de la sécurité sociale et à la maîtrise des dépenses de santé (1979), oppositions à l'instauration du ticket modérateur d'ordre public et à la suppression du monopole de la mutualité française : pétition, tract, correspondance. 1977-1980

71 J 114 Politique de la santé. : conférence de presse organisée par Jean Delaneau, secrétaire national à la santé du parti républicain (1977), position des autres partis politiques, Colloque national du parti républicain tenu à Tours le 6 octobre 1979 : extraits de la déclaration de Jean Delaneau, article de presse, conférence de presse de Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la sécurité sociale et l'exposé des motifs de la mise en œuvre de la troisième convention avec les caisses d'assurance maladie (1980), textes du congrès national de Nancy sur la médecine générale et la politique de santé (1980) : notes manuscrites, correspondance des professionnels de la santé, lettre signée de Jacques Barrot, ministre de la santé (1980), documentation. 1977-1982

71 J 115-118 Interruption Volontaire de Grossesse, I.V.G.

71 J 115 Prorogation de la loi de 1975 : rapport présenté par Jean Delaneau, président du groupe de travail sur l'I.V.G. à l'assemblée nationale (1979), notes manuscrites de son rapport, propositions de lois, comptes rendus analytiques des débats, amendements, rapports, études statistiques sur la démographie. 1979

-
- 71 J 116 Correspondances reçues d'associations, de particuliers favorables ou défavorables au projet de loi, cartes, pétitions, tracts, lettres « ouvertes ». 1979
- 71 J 117 Situation dans d'autres pays européens (Hongrie, Tchécoslovaquie, URSS, Pologne, Finlande) : études. 1979
- 71 J 118 Articles de presse, revues. 1979
- Professions de santé**
- 71 J 119 Ordre des médecins : proposition de loi tendant à la suppression de l'Ordre des médecins présentée par MM. Mitterrand, Deferre et Gau (1974), notes. 1974-1980
- 71 J 120-121 Professions médicales. – Statut des médecins salariés : projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales présenté par Simone Veil, ministre de la santé, rapport, textes officiels, correspondance des représentations des différentes spécialités médicales, documentation, articles de presse. 1976-1981
- 71 J 120 1976-1979 1976-1979
- 71 J 121 1980-1981 1980-1981
- 71 J 122 Réforme des études médicales. – Situation de la formation dispensée : rapport Faugère (1977), projet de loi relatif aux études médicales présenté par Simone Veil, ministre de la santé et de la famille (1979), décret d'application, correspondance, documentation, articles de presse ; réforme de l'internat : documentation, correspondance, articles de presse, notes manuscrites, programmes des congrès des internes (1979-1980), projet de décret. 1973-1980, 1987
- 71 J 123 Ambulanciers. – Revendications : motion, lettre ouverte. 1976-1980
- 71 J 124 Sages-femmes. – Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la santé publique relatif aux conseils de l'ordre des sages-femmes, présentée en 1976, en 1979 par Jean Delaneau, en 1982, correspondance signée de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine, correspondance, pétitions, travaux de la journée régionale de formation post universitaire des sages-femmes à Tours 1985). 1976-1987
- 71 J 125 Interventions personnelles : correspondance. 1979-1991

71 J 126-149 Sénateur**Enseignement**

- 71 J 126 Enseignement de la danse : projet de loi présenté par François Léotard, ministre de la culture et rapport présenté par Jean Delaneau (1988), amendements, notes manuscrites, comptes rendus analytiques des débats au Sénat, correspondance, lettre signée de Jack Lang (1990), documentation, articles de presse. 1988-1990
- 71 J 127 Projet de loi sur l'enseignement supérieur (loi Devaquet) : loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (1977), rapport d'information sur les problèmes liés à l'élaboration d'une carte des formations universitaires, présenté par Jean Delaneau devant l'Assemblée nationale (1980), proposition de loi tendant à la création d'un livret d'épargne d'études supérieures présentée par Jean Delaneau (1985), comptes rendus de séances du Sénat. 1977, 1980, 1986

Santé

- 71 J 128 Principes éthique à donner dans les propositions de lois sur la santé : correspondance, rapports, revue de presse. 1985-1991
- 71 J 129 Réforme hospitalière, fonction publique hospitalière (1985) : textes de présentation des lois, amendements, textes des États généraux de la sécurité sociale (1987), correspondance des professionnels de la santé, rapport de la mission d'information de concertation et de proposition sur la réforme hospitalière (1989), textes du discours du professeur Bernard Debré, député d'Indre-et-Loire (1991), pétitions, tracts, notes manuscrites, documentation, articles de presse, comptes rendus analytiques des débats au Sénat (1991). 1985-1991
- 71 J 130 Tabagisme, alcoolisme, toxicomanie. – Missions du haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme (1983-1986), comptes rendus de réunions du groupe d'études Toxicomanie du Sénat (1987-1989), projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et à la lutte contre l'alcoolisme (1990), rapports, avis présenté par Jean Delaneau au nom de la commission des affaires culturelles (1990), amendements, correspondance. 1983-1990

Jeunesse et sports

- 71 J 131-133 Budgets de l'éducation physique et sportive et de la jeunesse et des sports 1983-1987

- 71 J 131 Questions et avis de Jean Delaneau, rapporteur du budget de la jeunesse et des sports sur la loi de finances (1984-1985), projet de loi sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives (1984), amendements, notes manuscrites, carte de visite et lettre signée Nelson Paillou, président du comité national olympique et sportif français (1984), procès-verbaux de réunions de la commission ad'hoc sur les ressources nouvelles du comité olympique (1983-1984), 1983-1984
- 71 J 132 Questions de la commission des affaires culturelles, notes manuscrites, analyse du projet de budget du sport 1986 par le comité olympique, notes sur le projet de budget (1987). 1985-1986
- 71 J 133 Rapport et note de présentation de la loi de finances 1988, questionnaire de la commission des affaires culturelles, avis présenté par Jean Delaneau, amendements, rapport de Jean Delaneau sur le projet de loi modifiant la loi de 1984 sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, comptes rendus des débats du Sénat. 1987
- 71 J 134 Sport de haut niveau : textes de journées d'études (1984-1985), rapports de la commission nationale du sport de haut niveau (1986), correspondances de fédérations sportives, projet de loi relatif à la répression de l'usage de stimulants à l'occasion des compétitions sportives (1987), procès-verbaux de réunions de la commission nationale du sport de haut niveau (1988), rapports sur le projet de loi relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion de compétitions et manifestations sportives (1989). 1984-1989

Télécommunications

- 71 J 135 Nomination d'une mission d'information sur l'avenir des télécommunications en France et en Europe : convocations, rapports du ministère des postes et télécommunications, questionnaires du Sénat en vue d'auditions de professionnels du secteur, documentation 1986
- 71 J 136 Rapports, études et synthèse de la mission à la réglementation du ministère des postes et télécommunications, programmes de la mission d'études aux États-Unis et au Royaume-Uni dont était membre Jean Delaneau, rapport et avis présentés au Sénat sur le projet de loi de finances des postes et télécommunications 1988. 1987-1988

Agriculture

71 J 137-141

Fermages

- 71 J 137 Textes officiels, code rural, statuts des baux ruraux, statuts des fermages, mémoire de Benoit Videcoq présenté à l'université de Rennes (1988). 1986-1994

71 J 138	Projet de loi relatif au prix des fermages et à la mise aux normes des bâtiments d'élevage : compte rendu de réunion ministérielle, avis de la section des travaux publics du conseil d'État.	1993
71 J 139	Mission temporaire de Jean Delaneau auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche pour préparer le projet de loi sur les fermages, auditions des représentations professionnelles : lettre signée Édouard Balladur, Premier ministre (1994), notes manuscrites, rapports présentés par Jean Delaneau au ministre de l'agriculture et de la pêche, Jean Puech, textes des débats au Sénat, amendements.	1994
71 J 140	Rapports et études.	1994
71 J 141	Correspondance, documentation.	1994
71 J 142	Filières des fruits, des légumes et de l'horticulture. – Mise en place d'une mission sénatoriale d'enquête et d'information dont Jean Delaneau est membre, calendrier des travaux de la mission, déplacements en Bretagne, aux Pays-Bas, dans les régions Aquitaine, Pays de la Loire et Touraine : comptes rendus, documentations.	1992-1993
71 J 143	Projet de loi de modernisation de l'agriculture : textes officiels, débats parlementaires, rapport, correspondance.	1994-1995
Relations extérieures		
71 J 144	Loi de finances pour 1988 des relations culturelles, scientifiques et techniques, statistiques 1987.	1987-1988
71 J 145	Rapports d'information de la commission des affaires culturelles du Sénat à la suite de missions à Yaoundé, en Indonésie, rapport de Jacques Habert, sénateur sur l'enseignement français à l'étranger, note de synthèse sur le budget des relations culturelles extérieures pour 1989, avis sur le projet de loi de finances 1989 présentés par Jean Delaneau, textes de la conférence de presse de Thierry de Beauce, secrétaire d'État chargé des relations culturelles extérieures.	1988
71 J 146	Assemblée générale de l'association internationale des parlementaires de langue française : programme, textes des résolutions, comptes rendus des débats de séances plénières, dossier de presse, états généraux des écrivains francophones et états généraux de la création théâtrale francophone à l'initiative et sous le haut patronage d'Alain Decaux, ministre délégué à la Francophonie, loi de finances 1990 : rapport et avis présentés par Jean Delaneau, documentation.	1989

- 71 J 147 Journées de la francophonie, les écrivains francophones au festival du livre : dossiers, rapport d'étude sur l'usage du français dans la filière électronique, rapport du groupe de travail du conseil supérieur de la langue française sur les rectifications de l'orthographe, documentation. 1990
- 71 J 148 Rapport sur l'équivalence des diplômes entre les pays européens adhérents à la Francophonie (1993), procès-verbaux de l'assemblée internationale des parlementaires de langue française (1994), textes des séminaires tenus à Bucarest (1995), rapport au Parlement de la délégation générale à la langue française (1995). 1993-1995
- 71 J 149 **Immigration.** – Mission d'information chargée d'étudier les problèmes posés par l'immigration en France dont Jean Delaneau est secrétaire : programme des travaux, fiches, notes manuscrites (1989), retranscription de l'émission de François-Henri de Virieu « l'heure de vérité » en direct du palais royal de Rabat où Hassan II est interviewé par Alain Duhamel, Jean Daniel, Albert du Roy et Geneviève Moll (1989), rapport au premier ministre de la commission nationale consultative des droits de l'homme sur la lutte contre le racisme et la xénophobie (1989), synthèse des travaux de la commission présentée par Jean Delaneau (1990), lettre anonyme à l'entête « SOS colonisation de la France » (1991), étude sur le chômage et l'immigration de Jean Mottin, conseiller d'état honoraire (1991), documentation, articles de presse. 1989-1992
- 71 J 150-152 Chronos de la correspondance de Jean Delaneau en qualité de président du Conseil général (courrier réservé) et de parlementaire. 1985-2001
- 71 J 150 1985-1993
- 71 J 151 1994-1998
- 71 J 152 1999-2001

Haute Cour de justice

- 71 J 153 Haute cour de justice. – Élection de Jean Delaneau, juge suppléant en 1987 titulaire en 1992 : textes officiels, correspondance, rapport portant mise en examen de Christian Nucci, ancien ministre des relations extérieures chargé de la coopération et du développement (1987), rapport sur la mise en place et le fonctionnement de la Haute cour de justice (1988), proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de trois ministres dans l'affaire des produits sanguins contaminés (1992), arrêt de la Haute cour de justice (1993). 1987-1993

Union des républicains et des indépendants

- 71 J 154 Groupe de l'union des républicains et des indépendants du Sénat : comptes rendus des travaux des journées d'études de Rodez (1985), de Grenoble et de Saint-Denis consacrées à l'immigration (1990) ; désignation de quinze porte-parole de l'opposition : revue de presse, comptes rendus de réunions des porte-parole (1990), notes manuscrites, lettre signée Alain Madelin et Nicolas Sarkozy. 1985- 1990
- 71 J 155AF Texte calligraphié (encadré) remis à Jean Delaneau à la fin des travaux de rénovation du site des archives départementales de Tours. 1996

Index

Les noms de personnes sont en capitale romaine, les noms d'organismes et d'associations en minuscule romaine avec l'initiale en majuscule, les noms géographiques en minuscule italique et les mots matières en minuscule romaine. La référence est faite à la cote de l'article.

Académie Orléans-Tours	71 J 5
aide sociale à l'enfance, ASE	71 J 56
<i>Amboise</i>	71 J 7-10
ANNAUD, Jean-Jacques	71 J 73
<i>Aquitaine (région)</i>	71 J 128
association pour la promotion des arts appliqués à l'environnement, CREACITE	71 J 79
autoroute Alençon-Tours	71 J 16
autoroute Angers-Tours-Vierzon	71 J 17
<i>Azay-le-Rideau</i>	71 J 2
BALLADUR, Edouard	71 J 125
<i>Ballan-Miré</i>	71 J 2
BARROT, Jacques	71 J 100
BEAUCE, Thierry de	71 J 131
BERGER (docteur)	71 J 99
BERNARD, Jean	71 J 98
bibliothèque départementale de Touraine	71 J 81
BLANC, Jacques	71 J 95
<i>Bléré</i>	71 J 7-10
BOHRINGER, Richard	71 J 73
<i>Bretagne (région)</i>	71 J 128
<i>Bucarest</i>	71 J 134
Candé (domaine de)	71 J 76
Centre (région)	71 J 84, 104-105
Centre d'études atomiques, C.E.A.	71 J 104-105
centre hospitalier régional universitaire de Tours, CHRU	71 J 60-62
centre Louis Sevestre	71 J 59
centre Port-Bretagne	71 J 65
centre régional de transfusion sanguine de Tours, CRTS	71 J 63
chambre régionale des comptes	71 J 87
<i>Château-Renault</i>	71 J 7-10
CHAUVIN (film)	71 J 73
CHOSTAKOVITCH (fondation)	71 J 76
<i>Cinq-Mars-la-Pile</i>	71 J 14
Clos Lucé	71 J 78
CODESIL	71 J 33
COLSON, Andrée (orchestre)	71 J 74
collège Malraux à Amboise	71 J 51
comité de développement, d'aménagement et d'habitat rural de la région Centre	71 J 102-103
comité d'aménagement régional et de développement, C.A.R.D. de la région Centre	71 J 102-103
comité départemental des retraités et personnes âgées,	

CODERPA	71 J 54
comité pour le développement du sport en Indre-et-Loire,	
conseil Architecture Urbanisme Environnement, C.A.U.E.	71 J 31
cour d'appel d'Orléans	71 J 89
DANIEL, Jean	71 J 135
DEBRE, Michel	71 J 115
DECAUX, Alain	71 J 132
DEFFERRE, Gaston	71 J 105
DEVAQUET,	71 J 113
DUHAMEL, Alain	71 J 135
école supérieure de commerce, Sup de Co	71 J 45
école supérieure de management pour l'industrie du	
médicament	71 J 41
ESTAING, Valéry Giscard d'	71 J 93
établissement public d'aménagement de la Loire et de ses	
affluents, E.P.A.L.A.	71 J 29
<i>Etats-Unis</i>	71 J 122
<i>Europe</i>	71 J 121
faculté de droit	71 J 44
FAUGERE	71 J 108
<i>Finlande</i>	71 J 103
foyer La Boisnière	71 J 58
foyer Le Castel	71 J 57
<i>France</i>	71 J 121
Francophonie	71 J 132-134
GAU	71 J
<i>Grenoble</i>	71 J 140
HABERT, Jacques	71 J 131
HASSAN II	71 J 135
Haute cour de justice	71 J 139
<i>Hauts-de-Seine</i>	71 J 88
<i>Hongrie</i>	71 J 103
<i>Ile-Bouchard</i>	71 J 2
<i>Indre-et-Loire</i>	71 J 1, 32, 73
Institut du médicament de Tours	71 J 104-105
institut français du goût Mame	71 J 72
institut Gustave Roussy à Paris	71 J 94
institut national de la recherche agronomique de Tours,	
I.N.R.A.	71 J 43, 104-105
institut technique de la vigne et du vin	71 J 71
institut universitaire de technologie, I.U.T.	71 J 42
laboratoire d'analyses et de recherche	71 J 69
laboratoire vétérinaire	71 J 70
LANG, Jack	71 J 112
<i>Langeais</i>	71 J 14
LEOTARD, François	71 J 112
lycée Grammont à Tours	71 J 51
lycée japonais Konan à Saint-Cyr-sur-Loire	71 J 51
MAUPAS Philippe	71 J 104-105
MADÉLIN, Alain	71 J 140
MITTERAND, François	71 J 105
MOLL, Geneviève	71 J 135
<i>Montbazou</i>	71 J 3

<i>Monts</i>	71 J 104-105
MORHANGE (talc)	71 J 97
MOTTIN, Jean	71 J 135
<i>Nancy</i>	71 J 100
<i>Neuvy-le-Roi</i>	71 J 3
<i>Neuillé-Pont-Pierre</i>	71 J 3
<i>Nouzilly</i>	71 J 104-105
NUCCI, Christian	71 J 139
office public d'aménagement et de construction, O.P.A.C.	71 J 23
ordre des médecins	71 J 105
PAILLOU, Nelson	71 J 117
<i>Parçay-Meslay</i>	71 J 69
parti républicain	71 J 100
PASQUA, Charles	71 J 88
<i>Pays-Bas</i>	71 J 128
<i>Pays de la Loire (région)</i>	71 J 128
PELLETIER, Monique	71 J 110
<i>Pologne</i>	71 J 103
<i>Preuilly-sur-Claise</i>	71 J 3
PUECH, Jean	71 J 125
<i>Rabat (Maroc)</i>	71 J 135
ROCARD Michel	71 J 104
<i>Rodez</i>	71 J 140
ROY, Albert du	71 J 135
<i>Royaume-Uni</i>	71 J 122
<i>Russie</i>	71 J 11
SAINT-BRIS, Jean	71 J 78
<i>Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)</i>	71 J 140
SARKOZY, Nicolas	71 J 140
S.N.C.F.	71 J 26
STASI, Bernard	71 J 98
T.A.T.	71 J 27
<i>Tchécoslovaquie</i>	71 J 103
Technopôle	71 J 46
T.G.V.	71 J 26
<i>Touraine (région)</i>	71 J 128
<i>Tours</i>	71 J 18
tribunal administratif d'Orléans	71 J 88
tribunal de grande instance de Tours	71 J 89-90
union française des œuvres laïques et d'éducation physique, UFOLEP	71 J 38
union sportive de l'enseignement du 1er degré, USEP	71 J 38
université de pharmacie et du médicament	71 J 41
université François Rabelais	71 J 39-40, 106
U.R.S.S.	71 J 103
VEIL, Simone	71 J 96-97, 106-108
VIDECOQ, Benoît	71 J 123
VIRIEU, François-Henri de	71 J 135
<i>Vouvray</i>	71 J 4
VOISIN, André-Georges	71 J 11

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	p. 3 à 11
Bibliographie	p. 12
Sources complémentaires	p. 13 à 15
Plan de classement	p. 16 et 17

RÉPERTOIRE

Mandat communal	p.19 et 20
Mandat départemental	p 20 à 27
Mandat régional	p. 27
Mandats parlementaires	
Député	p. 28 à 30
Sénateur	p. 31 à 34
Haute cour de Justice	p. 34
Parti républicain	p. 35
Index	p. 36 à 38